

Seul la parole donnée fait foi

**Allocution de Yves Leterme, Premier Ministre de Belgique**

**Parlement européen**

**Mercredi 7 juillet 2010**

Het gesproken woord geldt

**Toespraak van Yves Leterme, Eerste Minister van België**

**Europees Parlement**

**Woensdag 7 juli 2010**

Es gilt das gesprochene Wort

**Ansprache von Yves Leterme, Premierminister Belgiens**

**Europäisches Parlament**

**Mittwoch 7. Juli, 2010**

Check against delivery

**Speech by Yves Leterme, Prime Minister of Belgium**

**European Parliament**

**Wednesday, July 7<sup>th</sup> 2010**

Mesdames et Messieurs les Députés,

Trois équipes européennes en demi-finales, une finale exclusivement européenne. Qui l'eût cru au début de cette coupe du monde de football? De l'autre bout du monde, des footballeurs européens donnent à leur continent une belle leçon de confiance en soi, et de rage de vaincre.

Vue de l'extérieur, l'Europe a en effet tout pour être heureuse. Le succès de l'Union Européenne a contribué à étendre à presque tout notre continent la paix et un système de gouvernement démocratique. L'Union Européenne a créé une prospérité sans précédent par son marché commun. Mais cette Europe ne parvient pas, ou trop peu, à être heureuse.

Vous aussi sans doute, vous avez pu constater combien en Asie l'énergie, l'ambition, la confiance en soi et en demain sont presque tangibles. Et l'Amérique croit toujours en elle-même, malgré ses problèmes. Enfin, la tenue de la Coupe du Monde de football en Afrique du Sud est un signal fort pour et par l'Afrique, une injection d'adrénaline.

L'Europe par contre semble trop souvent avoir perdu sa foi dans l'avenir. Il faut redonner confiance à l'Europe, renouer avec l'ambition pour l'Union Européenne.

Notre action, Mesdames, Messieurs, veut s'inscrire dans cette ambition, une ambition que certainement vous partagez.

Remettre l'Europe en marche, c'est d'autant plus nécessaire que le reste du monde ne nous attend pas. *Panta rei* – tout est mouvement. S'il y a une constante dans notre monde, c'est le changement permanent et ultrarapide – changement technologique, changement économique, changement dans les rapports de force de par le monde.

Dans ce monde changeant, où de nouveaux pôles de pouvoir économique et politique émergent, l'Europe est confrontée à de grands défis. C'est autour de ces défis que nous avons structuré les cinq lignes d'action de notre présidence.

Le premier défi pour l'Europe, c'est de renouer avec **la croissance économique durable**. Ce retour passe par le renforcement de la stabilité financière.

Il faut restaurer notre stabilité financière et économique, rétablir la discipline budgétaire sans obstruer la reprise économique, et retrouver le chemin d'une croissance annuelle d'au moins 2%. Nous avons besoin de cette croissance pour financer notre modèle social, ce modèle européen spécifique auquel nous restons attachés. Nous avons aussi besoin de croissance pour notre crédibilité dans le monde.

Une crise bancaire dont nous n'étions pas responsables nous a entraînés dans une dure récession, dont nous peinons plus que d'autres continents à sortir. La Commission Européenne a proposé de nombreuses initiatives pour nous armer contre l'aventurisme financier qui a eu de si lourdes conséquences, tant pour nos Etats membres que pour nos citoyens.

Nous partageons l'ambition de faire aboutir le plus rapidement possible

la nouvelle structure de surveillance des institutions financières, et celle des fonds d'investissements alternatifs dont les « hedge funds ».

Cette semaine encore, le Parlement, la Commission et le Conseil en ont longtemps débattu. Vous allez adopter aujourd'hui vos amendements relatifs à la supervision, mais vous donnez également l'occasion de poursuivre le dialogue, ce que nous apprécions. Mettons-nous maintenant ensemble pour adopter un texte que nous attendons depuis si longtemps.

Si la présidence belge était absente de vos débats d'hier, c'était à cause de la prestation de serment du parlement nouvellement élu.

La Commission a, en outre, annoncé récemment un paquet global de 20 autres propositions dans le domaine des services financiers.

La Présidence belge tentera, en étroite concertation avec le Parlement, de fixer une feuille de route pour garantir leur concrétisation d'ici fin 2011.

D'autre part, au mois d'octobre, la Task Force sera prête avec ses recommandations au sujet du renforcement de la discipline budgétaire, du Pacte de Stabilité et de Croissance, et de la gouvernance économique. La crise récente de l'euro l'a bien démontré : une union monétaire sans véritable coordination économique reste bancal. L'Union a besoin plus que jamais de gouvernance économique. La Task force fera donc des recommandations pour un monitoring plus strict. Cette surveillance ne concernera pas seulement les politiques budgétaires de nos Etats membres, mais aussi les paramètres économiques qui permettent de juger de la crédibilité des budgets présentés.

La Commission prendra ensuite toutes les initiatives nécessaires afin de mettre en œuvre ces recommandations. Le Conseil et le Parlement s'y attaqueront sans tarder. C'est une priorité pour la Présidence belge, et nous apporterons tout notre appui pour que ces recommandations soient concrétisées le plus rapidement possible.

Je l'ai dit, notre premier défi est de retrouver le chemin de la croissance. Dans l'ère de la mondialisation, nous devons faire plus pour que l'Europe redevienne une économie compétitive et innovante, et devienne une économie à faible intensité de carbone.

La route qui y mène est la stratégie EU2020 pour l'innovation et l'emploi. La présidence belge s'appuiera sur les initiatives phares que la Commission a annoncées.

Mais, la croissance durable n'est pas seulement une affaire de paramètres et de chiffres économiques. Elle est surtout affaire de personnes humaines, elle se juge par ce qu'elle apporte au plus grand nombre. Comme on peut le constater dans nombre de pays, il n'y a pas de croissance durable sans **cohésion sociale**, le deuxième grand défi européen et la deuxième priorité de notre présidence.

C'est pour cette raison que la Belgique a insisté, et a obtenu que, dans le programme EU2020, l'objectif de la lutte contre la pauvreté soit élargi à la notion plus large de cohésion sociale.

Tant pour cette raison que pour la croissance économique, nous devons remettre l'Europe au travail, nous devons augmenter le taux d'emploi.

Mesdames et Messieurs les Députés,

J'aimerais m'arrêter un instant à un thème qui me tient à cœur, celui de notre base industrielle. Il me semble que l'Europe manque de projets industriels communs, de projets emblématiques et inspirants, comme l'étaient et le sont par exemple Ariane, les trains à grande vitesse ou Airbus.

Il ne s'agit pas là de symboles et de prestige, mais de notre prospérité et de création d'emplois. J'ai été frappé ces derniers temps par des analyses économiques qui démontraient que les pays à forte base industrielle ont mieux résisté à la crise que les économies les plus axées sur les services.

Notre tissu industriel doit se rénover. Il n'y a pas nécessairement des secteurs dits traditionnels de manufacture qui seraient condamnés soit à se délocaliser aux pays à bas salaires soit à disparaître. Mais il y a des modes de production qui le sont.

Par l'innovation, par la production haut de gamme, à forte valeur ajoutée, déjà aujourd'hui des pays européens parviennent à sauvegarder une industrie performante, bénéficiaire, avec des salariés qui sont parmi les mieux payés au monde.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons gagné la révolution des télécoms. Nous avons moins bien réussi dans l'informatique. Nous ne devons certainement pas rater la révolution verte, non seulement la recherche mais aussi et surtout la production de la technologie verte. L'Europe a d'excellents chercheurs. Mais les Etats Unis et la Chine nous prennent de vitesse quand il s'agit de transformer les résultats de la recherche en production industrielle.

L'initiative phare annoncée par la Commission dans le domaine industriel sera donc tout particulièrement attendue. De la même façon, nous attachons la plus grande importance au Conseil du mois de décembre qui sera consacré à l'innovation.

Sous le chapitre de la croissance et de l'innovation, il est d'ailleurs un dossier concret que nous souhaitons débloquent sous notre présidence. C'est celui du brevet européen que nous attendons depuis déjà trente ans.

Nous devons penser à nos entreprises, en particulier aux PME. Que d'argent et d'énergie gaspillés par nos entreprises par l'absence d'une procédure unique au niveau des 27. Nos opérateurs subissent un véritable handicap face à la concurrence internationale. En débloquent un tel dossier, le Conseil et le Parlement Européen ont là une chance formidable de démontrer leur importance vis-à-vis des citoyens.

Dames en Heren Parlementsleden,

**Bescherming van het leefmilieu, van het klimaat** is een derde grote uitdaging waarvoor Europa staat, en de derde ambitie van ons voorzitterschap.

Er is geen duurzame groei mogelijk zonder bescherming van onze planeet – een planeet die ons niet toebehoort maar die we lenen van onze kinderen.

De Europese Unie is wereldleider in maatregelen voor bescherming van het leefmilieu en bestrijding van broeikasgassen, in de doelstellingen die ze zich stelt om die uitstoot van broeikasgassen verder te verlagen.

Maar die voortrekkersrol volstaat niet, zoals op de VN-klimaatop van Kopenhagen in december vorig jaar maar al te pijnlijk bleek. De Europese Unie sprak niet met één stem en zat daarom - om in voetbaltermen te blijven - op de bank, terwijl anderen de beslissingen troffen.

De Unie moet daarom veel actiever nagaan over welke hefboomen zij beschikt om andere grote spelers – en vervuilers – aan boord te krijgen voor een ambitieus plan voor de bescherming van onze planeet. Alleen op die manier kunnen de conferenties van Cancun en Nagoya concrete resultaten voortbrengen.

Ik heb al gezegd dat Europa lijkt op mensen van wie men zegt dat ze alles hebben om gelukkig te zijn. Van buiten af gezien is de Unie zeer aantrekkelijk, met haar welvaart, haar systemen van solidariteit, haar humane bestuursvormen. Zij trekt dan ook veel mensen uit alle continenten aan, mensen die in Europa een beter leven willen opbouwen.

De overgrote meerderheid komt hier met goede bedoelingen, op zoek naar wat op een conferentie over Afghanistan ooit zeer mooi het 'bescheiden mirakel van een normaal leven' is genoemd. Een dergelijke immigratie is een verrijking voor ons continent.

Daarentegen maken anderen misbruik van onze systemen van vrijheid. Netwerken van georganiseerde internationale misdaad profiteren van onze openheid. Terreurorganisaties misbruiken ze voor bloedige aanslagen.

Sehr Geehrte Damen und Herren,

Die Sicherheit unserer Bürger, die Gewährleistung Ihrer Sicherheit und Ihrer Freiheit ist daher eine vierte große Herausforderung für Europa.

Die Union muss mehr denn je ein Raum der Gerechtigkeit, Sicherheit und Freiheit werden. Darum wollen wir zur Umsetzung des unter dem schwedischen Vorsitz ausgearbeiteten Stockholm-Programms anregen. Der Ausarbeitung einer gemeinschaftlichen Politik für Immigration, Asylrecht und Terrorismusbekämpfung misst Belgien besondere Bedeutung zu.

Auf dem Gebiet der strafrechtlichen Zusammenarbeit richtet sich unsere Priorität auf die Anerkennung der Gerichtsurteile der Mitgliedsstaaten. Dazu gehört eine besondere Aufmerksamkeit für die Ausarbeitung eines europäischen Systems für die Beschaffung von Beweismaterial.

Im Zusammenhang mit der internationalen Terrorismusbekämpfung möchte Belgien eine schnelle Swift-Vereinbarung mit den USA erreichen – eine Vereinbarung, die die Rücksicht auf die Wahrung des Schutzes von Daten der Bürger kombiniert mit einer effektiven Terrorismusvorbeugung.

Und ich freue mich darüber das wir, auscheinbar, morgen hier darüber zu einer vereinbarung kommen könnten.

Die belgische Präsidentschaft baut weiter auf der sehr geschätzten Arbeit des spanischen Vorsitzes auf.

### **Ladies and Gentlemen, Members of the European Parliament**

This brings me, last but certainly not least, to the **fifth challenge** confronting the Union, **its role on the international scene.**

The challenges there are huge: combat climate change; help to preserve or restore peace; promote the spread of open government; combat international terrorism; prevent the spread of weapons of mass destruction; end gross violation of human rights in areas of conflict, with a special attention for the violence against women; draw up a coherent common energy policy; preserve and improve our market share.

As already mentioned, the Copenhagen Summit painfully demonstrated that being the world's largest trading bloc, that being rich and attractive and a self proclaimed role model of soft power does not buy us sufficient international bargaining power. The Union has to develop more leverage to bring others on board and create coalitions for the realisation of its objectives for peace, for sustainable development, for security, for free trade which is also fair.

This requires more than ever that the Union speaks with one voice and preferably with one mouth. The Lisbon Treaty provides the Union with new tools for this purpose.

These next six months, the Union will start the establishment of a European diplomatic service. This is one of the major challenges of our presidency.

We have to decide on the organisation and working of the External Action Service, and we have to adopt, with the Parliament, the financial and staff regulations. Belgium will do everything possible for a smooth and successful start of this External Action Service, which will enhance the visibility and the credibility of the Union.

Enlargement is another major element. The negotiations with the candidate states have to be pursued vigorously, and all candidates must be judged solely on their own merits, in accordance with the renewed consensus of the European Council of December 2006.

The negotiations with Croatia could enter their final phase under our presidency. With Turkey, they will continue their course. With Iceland, they will start. For the Former Yugoslav Republic of Macedonia, the presidency will endeavour to find an agreement for starting the accession negotiations.

Our Belgian presidency is the first one which takes fully place under the Lisbon Treaty. Belgium feels in honour bound to exercise it within the full respect of the letter and spirit of the Treaty, so as to create the right precedents.

Ladies and Gentlemen,

You are of course aware that elections have taken place in my country, that the negotiations on the formation of a new coalition will take some time, and that my government is a caretaker government.

I'd like to assure you that this will not at all impair the vigour and enthusiasm of our presidency. This twelfth presidency is supported by a large consensus in my country and by a long European tradition.

We have in our political world, as well on the federal as the regional level, in our diplomatic corps, and in our civil service a large number of men and women with a profound knowledge of the European Union.

The preparation has been very thorough, in close cooperation with the other member states of the trio, and with the European institutions.

Moreover, the government is supported by the European conviction of the population. The seven political parties taking part in the federal and regional governments represent 90 percent of the population. Belgium is one of the countries where the European idea, where the project of European integration still command a very large popular support.

And last but not least, we have carefully and deliberately embedded our presidency in the European agenda so as to set realistic goals en to promote them efficiently.

So I do not doubt our ability to conduct our presidency efficiently just as I do not doubt that the new government, when it is formed, will continue it smoothly and seamlessly.

Ladies and Gentlemen, Members of the Parliament,

As I made clear, a rotating presidency is part of an ongoing European process, it does not constitute an entirely new start.

Still, every presidency brings its own accents and the start is always a valuable occasion to refocus the attention of the population on the importance of the European Union, of the European ideals. The festivities which surround the start of our presidency demonstrate the wide support for those ideals.

From the King and the Royal House, to the concerts and dances in so many cities and villages, all communities and social classes took an enthusiastic part in celebrating the start of our twelfth presidency.

I especially want to express my appreciation for the meetings I could have these last days with representatives of this Parliament. I found those meetings very instructive and constructive, and my government attaches the greatest importance to a close cooperation with the elected representatives of the member states.

I'd like to address a last word to those populations whom you represent. I'd like to exhort them to take example on the European football teams I mentioned, to believe in themselves, to have ambition for themselves, for their countries and for Europe.

Our Union must avoid two pitfalls, the pitfall of despondency and the pitfall of complacency.

There is no reason for despondency. We should not fear the new competition in an increasingly multi-polar world. On the contrary, we should rejoice in it.

For we ourselves helped to bring this new world about, by our efforts in favour of a more equitable distribution of resources and power worldwide.

As has been said, what is happening now is – and I quote - 'not the decline of the West but the rise of the rest'. We must throw ourselves into this competition with zest and confidence in ourselves and in all the assets we have.

Neither is there ground for complacency. We can certainly be proud of great achievements. We have systems of government which combine political and economic freedom with social solidarity and ecological responsibility. We offer many of our citizens a living standard which is among the highest in the world. But we cannot simply sit back and enjoy what we have.

The rest of the world does not owe us a living, we have to work for it, we have to work harder for it.

Ladies and Gentlemen,

I do not think this Assembly needs convincing that, to get our Union and its member states in higher gear, we need 'more Europe'.

This objective of 'more Europe' is at the core of Belgium's European and international policy. My country has always favoured the 'méthode communautaire', the 'community method', and continues to do so wholeheartedly.

More Europe means, in the priorities and objectives of our presidency: endow the Union with a new financial regulatory structure; strengthen its economic governance; stimulate its return to sustainable growth; consolidate its social model; enhance its capacity of innovation; develop its diplomatic service.

I stand before you, the representatives of half a billion European fellow citizens, to ask for your cooperation and support for those ambitions of our presidency. The Treaty of Lisbon has, I am happy to say, strengthened the competences of this Parliament and, thus, made it more than ever a driving force for European integration.

I look forward to a fruitful cooperation between our Presidency and you all, Members of the European Parliament, in favour of the ambitions for Europe we share.

I thank you for your attention

Je vous remercie pour votre attention

Ik dank u voor uw aandacht

Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit